



Référendum Citoyen

La première plateforme française de forme associative
de référendums citoyens sécurisés



ANONYME



VÉRIFIABLE



INFALSIFIABLE



1 PERSONNE • 1 VOTE



ON VOTE • ON COMPTE



referendumcitoyen.fr



Embargo jusqu'au 4 juin, 8h

Mai
2026

Le 4 juin 2026, l'association *Libérez-vous Citoyens* dont le slogan est *On Vote, On Compte* lance **Référendum Citoyen**, la première application française permettant, dans un cadre non étatique, à chaque citoyen de plus de 18 ans de voter sur des questions qui concernent son quotidien, avec la garantie que son vote est unique, anonyme et vérifiable par tous.

En France, entre le sondage et le référendum constitutionnellement encadré, il n'existe rien. Référendum Citoyen comble ce vide. Ce n'est ni un sondage - qui interroge un échantillon -, ni une pétition - qui collecte des signatures sans garantie d'unicité. C'est une consultation de citoyens vérifiée : **chaque votant est authentifié par son passeport, chaque vote est enregistré dans un registre public infalsifiable, chaque résultat est contrôlable indépendamment par n'importe qui.**



Au-delà d'un nombre élevé de votes authentifiés, un résultat devient une exigence démocratique que le pouvoir politique ne peut ignorer sans en payer le prix électoral.



POURQUOI CETTE INITIATIVE ? PARCE QUE LES FRANÇAIS NE COMPTENT PLUS

Un pays qui vote mais ne décide plus

La France est l'un des pays les plus centralisés d'Europe. Les Français élisent leurs représentants - Président de la République et députés - puis n'ont plus aucune prise sur l'exercice du pouvoir qu'ils viennent de déléguer. Pas de référendum d'initiative partagée qui fonctionne véritablement : la loi du 6 décembre 2013 en est l'échec patent. Pas de mécanisme de contrôle entre deux élections. La démocratie s'arrête au bureau de vote.

Ce vide institutionnel a un coût concret : la défiance.



Un pouvoir d'achat en chute libre depuis quinze ans

Entre 2010 et 2025, la facture d'électricité d'un ménage moyen a doublé. Le litre de carburant a progressé de plus de 40 % sur la même période. **Les dépenses contraintes** - énergie, logement, assurances, charges - **absorbent aujourd'hui plus de 60 % du budget des ménages** des deux premiers quintiles de revenus. Le revenu disponible réel des ménages français a stagné depuis 2019.



Des décisions prises sans eux, contre eux

Les Certificats d'Économie d'Énergie ont coûté 4 milliards d'euros aux consommateurs en 2025. Les subventions aux énergies renouvelables représentent 7 milliards supplémentaires sur la facture d'électricité en 2026, appelés à atteindre 17 milliards en 2035. La Sécurité sociale affiche 22 milliards de déficit. Ces chiffres figurent dans les rapports officiels. Ce qui est absent, c'est la question posée aux Français : voulez-vous de ces choix ?



Ce que Référendum Citoyen change

L'application ne propose pas un programme. Elle ne défend aucune réponse. Elle pose la question que les institutions refusent de poser et elle garantit que la réponse compte vraiment. **Un vote authentifié, infalsifiable, public.** Pas un sondage que l'on range dans un tiroir. Pas une pétition que l'on ignore. Un résultat que le pouvoir politique ne peut plus faire semblant de ne pas voir.

“ *Nous ne voulons ni le pouvoir ni les privilèges qui vont avec ; nous voulons que la voix du peuple soit entendue et détermine la loi.* ”

A L'ORIGINE DE RÉFÉRENDUM CITOYEN, LE MOUVEMENT DES #GUEUX

Le mouvement des Gueux n'est pas né dans les salons, ni dans les cercles d'influence. Il est né là où l'on ne compte plus. D'abord dressé contre les ZFE, il est vite devenu une affaire de dignité.

Derrière les vignettes et les exclusions des centres-villes, il y avait des vies empêchées. Des femmes et des hommes relégués, sommés de disparaître des villes. Parce qu'ils n'avaient pas les moyens de changer de véhicule. Et puis un jour, ils ont dit non au tri humain, à l'effacement, au déclassement.

Ce refus a surgi dans le débat public. Il a forcé à voir, à entendre et il a gagné. En avril 2026, députés et sénateurs ont voté la suspension des ZFE. Mais le 21 mai 2026, le Conseil constitutionnel a censuré cette suppression, non sur le fond, mais au nom de la procédure parlementaire. Autrement dit : la question des ZFE demeure entière.

Et avec elle, une interrogation démocratique plus large : que se passe-t-il quand une demande populaire majoritaire se heurte aux mécanismes institutionnels ?

“

La décision du Conseil constitutionnel de maintenir les ZFE n'a pas effacé l'essentiel : le peuple a découvert qu'il pouvait imposer un rapport de force


”



CE QU'EST RÉFÉRENDUM CITOYEN

Référendum Citoyen est conçu pour combler le vide entre sondage et référendum constitutionnellement encadré, tant au plan national que local. Une application qui permet à chaque Français de plus de 18 ans de voter sur des sujets qui touchent directement sa vie, avec une garantie triple : **un vote par personne, un anonymat total, une transparence vérifiable par tous.**

Ce qui distingue ce dispositif

Critère	Sondage / Pétition	Référendum Citoyen
 Authentification	 Aucune garantie	  Passeport NFC
 1 personne = 1 vote	 Non garanti	  Garanti cryptographiquement
 Anonymat	 Non garanti	  Séparation identité/vote
 Résultat vérifiable	 Non	  Par tous, publiquement
 Falsification possible	 Oui	  Techniquement impossible

Un sondage interroge un échantillon. Une pétition collecte des signatures sans garantie d'unicité ni de résultat opposable. Référendum Citoyen va plus loin : **chaque votant est authentifié, le résultat est contrôlable par tous, la légitimité démocratique est réelle.**

La technologie s'appuie sur les travaux de l'équipe européenne Rarimo, déjà utilisés pour organiser des votes citoyens sécurisés dans des contextes politiquement sensibles. L'association a pris toutes les mesures de précaution pour éviter les ingérences et intrusions afin de garantir à tous la véracité de l'expression des votes.

Note technique : **le téléphone fonctionne comme un bureau de vote, pas comme un bulletin de vote.** Une fois le vote enregistré, aucune information n'est conservée sur l'appareil entre deux votes. Plusieurs personnes peuvent voter depuis un même téléphone.

UNE TECHNOLOGIE AU SERVICE DE LA CONFIANCE

L'application **Référendum Citoyen** est **disponible gratuitement sur toutes les plateformes de téléchargement**. Le système repose sur **trois garanties** techniques indissociables, absentes de tout autre dispositif de consultation en France.

G1 | Un vote unique et vérifié

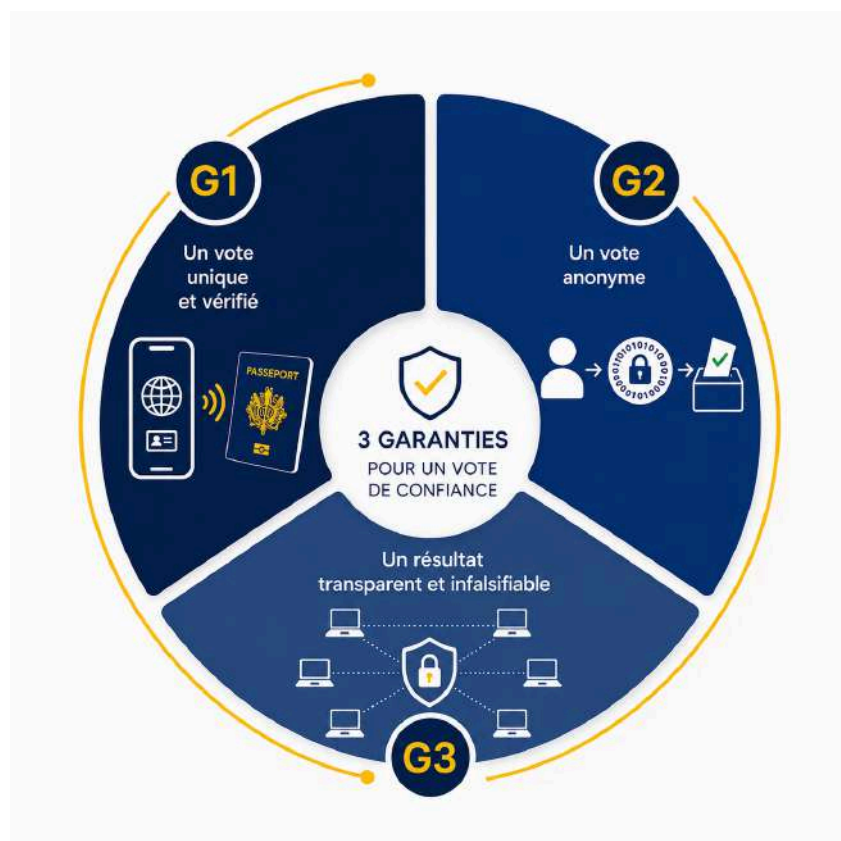
L'application lit la puce NFC du passeport directement sur le téléphone du votant. Cette opération se fait localement : **aucune donnée personnelle n'est transmise à un serveur central**. Elle garantit que le votant est français, majeur, et qu'il ne peut voter qu'une seule fois.

G2 | Un vote anonyme

Une fois le droit de vote confirmé, un jeton cryptographique est généré. Ce jeton prouve le droit de voter sans révéler l'identité du votant. **Ni l'application, ni ses créateurs, ni l'État ne peuvent relier un vote à une personne**.

G3 | Un résultat transparent et vérifiable

Les votes sont enregistrés dans un registre distribué sur des millions d'ordinateurs, et non sur un serveur central. Toute tentative de modification serait immédiatement détectable. **Le code est open source et peut être audité à tout moment par des experts indépendants**.



LES 5 ÉTAPES DU VOTE

Un vote simple, sécurisé et transparent



Après avoir téléchargé **Référendum Citoyen**, suivez ces **5 étapes** pour voter en toute confiance.



Les preuves techniques vérifiables

Ensemble des composants open source, documentés et audités par des experts indépendants :

COMPOSANTS	LIEN/RÉFÉRENCE	STATUT
SDK Rarimo / Self Protocol	github.com/rarimo/rarime-rn-sdk	Vérifiable
Smart contracts de vote	github.com/rarimo/passport-voting-contracts	Vérifiable
Audit sécurité Halborn (mars 2024)	github.com/rarimo/voting-contracts/blob/main/audits/halborn_2024-03-12.pdf	Audité par tiers indépendant
Registre public des votes	freedomtool.org	Public, vérifiable par tous
Freedom Tool documentation	docs.rarimo.com/freedom-tool/	Documentation complète
Dépôt GitHub Référendum Citoyen	https://github.com/ReferendumCitoyen/referendum-citoyen-react-native	Open source

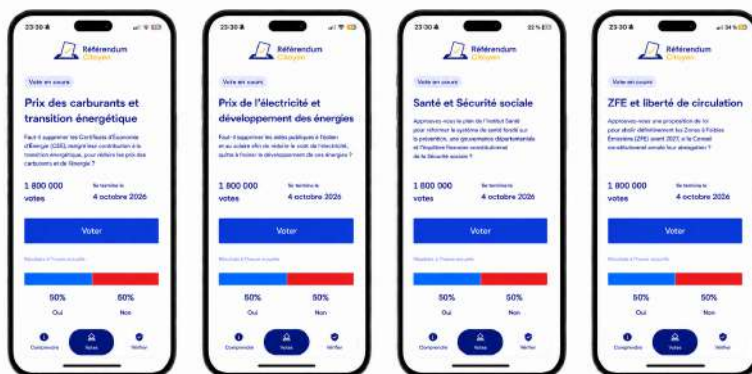
Ce système n'est pas une blockchain classique. Concrètement, il s'agit d'un registre numérique partagé entre des millions d'ordinateurs indépendants, à l'image d'un grand livre de comptes que personne ne peut effacer ni falsifier, et que tout le monde peut consulter. Aucun acteur, qu'il soit politique, économique ou technique, ne peut en modifier le contenu sans que cela soit immédiatement visible.

Il combine la lecture locale du passeport biométrique, la génération d'une preuve cryptographique du droit de voter sans révéler l'identité (un procédé mathématique qui permet de prouver qu'une information est vraie sans en divulguer le contenu - **Zero-Knowledge Proof**), et l'enregistrement des votes dans un registre public vérifiable sans base centrale d'identité.

C'est cette combinaison qui garantit simultanément 1 personne = 1 vote, l'anonymat du vote et la vérifiabilité publique du résultat.

LES QUATRE PREMIERS RÉFÉRENDUMS

Pour son lancement, **Référendum Citoyen** pose [quatre premières questions](#) sélectionnées pour leur portée concrète, leur dimension transpartisane et leur impact direct sur la vie quotidienne des Français - des sujets que la vie politique évite ou traite insuffisamment, et sur lesquels les Français méritent de se prononcer directement. Ce premier cycle, ouvert du 4 juin au 4 octobre 2026, porte sur **deux préoccupations majeures : le pouvoir d'achat et la santé**.



Depuis l'application, une fois le passeport vérifié, l'utilisateur lit la question et vote. Un lien lui permet d'accéder à une fiche complète sur www.referendumcitoyen.fr avec :

- un diagnostic de la situation,
- un impact chiffré sur le pouvoir d'achat (R1, R2)
- des arguments pour et contre.

Aucune conclusion n'est imposée.

Un deuxième cycle dès le 1er septembre

À partir du 1er septembre 2026, un deuxième cycle s'ouvrira avec quatre nouvelles questions proposées par les initiateurs, portant sur des thématiques complémentaires au premier cycle. Il se clôturera le 1^{er} décembre 2026.

Les premiers référendums indépendants dès fin octobre

Fort des résultats des deux premiers cycles, l'initiative s'ouvrira à partir de fin octobre aux premiers référendums proposés par des chercheurs, think tanks, élus locaux, représentants associatifs et autres collectifs. Les modalités détaillées - seuil de signatures de pétition garantissant l'importance de la question pour un nombre significatif de Français, respect de la charte éthique, cagnotte destinée au financement du vote, ainsi qu'un dossier de présentation documenté exposant de manière équilibrée les arguments pour et contre, afin d'éclairer les citoyens sur les implications concrètes et les enjeux de la proposition - seront publiées et annoncées le 14 juillet 2026.



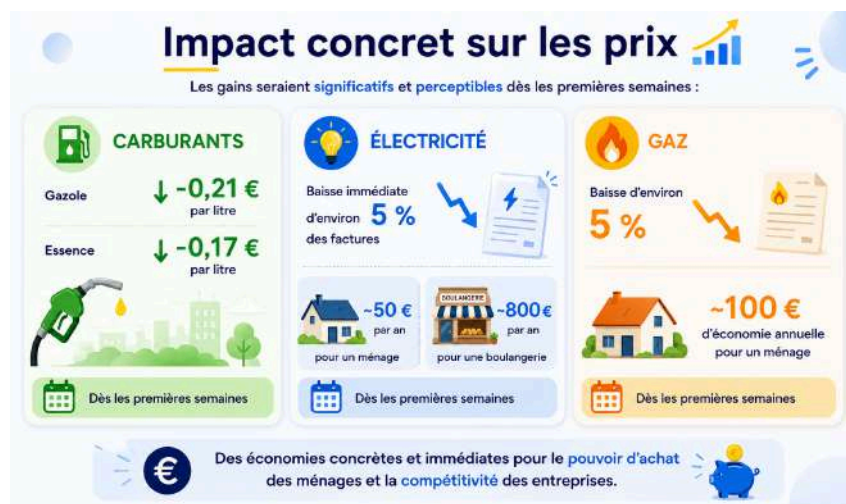
À ce stade, le processus est plus important que le résultat. Entrer dans la culture référendaire est un immense changement culturel.



R1 | Prix des carburants et transition énergétique

Porteur : Benoît Perrin et Contribuables Associés

Question : Faut-il supprimer les Certificats d'Économie d'Énergie (CEE), malgré leur contribution à la transition énergétique, pour réduire les prix des carburants et de l'énergie ?



Arguments pour

- ✓ Neutralité budgétaire et effet immédiat sur le pouvoir d'achat
- ✓ Baisse substantielle du prix à la pompe et des factures de gaz et électricité
- ✓ Lisibilité accrue pour les acteurs économiques : mesure simple, compréhensible et immédiatement perceptible
- ✓ Apaisement social : réduction du risque de tensions populaires difficilement contrôlables
- ✓ Mise en œuvre rapide, sans délai administratif
- ✓ Effet d'entraînement positif sur l'ensemble de l'économie
- ✓ Amélioration de la compétitivité, notamment pour les secteurs énergivores
- ✓ Levier en faveur de l'électrification des usages, le coût élevé de l'électricité constituant aujourd'hui un frein majeur
- ✓ Dispositif exposé à des risques significatifs de fraude : la Cour des comptes qualifie les CEE de quasi-taxe pesant sur les ménages et les entreprises, et estime leur coût moyen à 164 € par ménage en 2023
- ✓ Efficacité réelle surestimée : sur la base des données de l'Ademe, la Cour des comptes évalue à 27 % la surestimation des économies d'énergie réalisées, en raison de fiches administratives trop standardisées, de délais d'instruction inadaptés et de travaux inexistantes ou de mauvaise qualité
- ✓ Limitation [ou suppression ?] d'un système parafiscal échappant au contrôle parlementaire

Arguments contre

- ✗ Remise en cause d'un dispositif permettant de financer la transition sans peser directement sur le budget de l'État
- ✗ Réduction des leviers disponibles pour orienter les comportements vers une consommation énergétique plus sobre
- ✗ Fragilisation des filières liées à la rénovation énergétique (isolation, systèmes de chauffage, etc.)
- ✗ Perte de financements dédiés aux programmes d'efficacité énergétique
- ✗ Risque de destructions d'emplois dans les secteurs directement concernés
- ✗ Impact plus lourd pour les ménages modestes, les primes étant soumises à conditions de ressources
- ✗ Disparition ou réduction des aides à la rénovation et au renouvellement des équipements de chauffage, majoritairement financées via les CEE
- ✗ Risque d'effet rebond : la baisse des prix inciterait à une consommation accrue de carburants et d'énergie
- ✗ Risque de maintien, voire d'aggravation, de la dépendance aux énergies fossiles

R2 | Prix de l'électricité et énergies renouvelable

Porteur : André Merlin (fondateur de RTE) et un collectif d'industriels

Question : *Faut-il supprimer les aides publiques à l'éolien et au solaire afin de réduire le coût de l'électricité, quitte à freiner le développement de ces énergies ?*



Arguments pour



Maîtrise du prix de l'électricité qui a déjà doublé en quinze ans et qui, mécaniquement, continuera à augmenter dans les prochaines années si on ne fait rien



Gain immédiat pour les ménages, notamment les plus exposés aux dépenses énergétiques



Baisse des coûts de production pour les entreprises



Amélioration de la compétitivité industrielle française, notamment face à des pays à énergie moins chère



Pas de risque de pénurie : même en cas de baisse de la production d'énergie renouvelable, la capacité de production française (70 % nucléaire, 12 % hydraulique et 15 % solaire et éolien) excède la consommation 2025 de +20 %



Consommation actuelle revenue au niveau de l'an 2000



Réduction des dépenses publiques pour une meilleure maîtrise de la dette



Arguments contre



Ralentissement des actions visant à la transition énergétique



Risque de sous-investissement dans les capacités de production de demain



Dommages pour les filières industrielles concernées



Risque pour les emplois liés aux énergies renouvelables



Anticipation insuffisante de l'électrification des usages (transport, chauffage, industrie)



Impact possible sur les objectifs climatiques



Risque vis-à-vis des règles européennes

R3 | Réforme du système de santé

Porteur : Frédéric Bizard et l'Institut Santé

Question : Approuvez-vous le plan de l'Institut Santé pour réformer le système de santé fondé sur la prévention, une gouvernance départementale et l'équilibre financier constitutionnel de la Sécurité sociale ?



Arguments pour

- ✓ Prévention pour tous grâce à un budget personnel de prévention
- ✓ Meilleur accès aux soins, y compris dans les déserts médicaux
- ✓ Parcours de santé coordonné autour du patient, sans rupture ni redondance
- ✓ Baisse sensible des inégalités sociales de santé
- ✓ Accès aux innovations garanti pour tous, quel que soit le territoire ou le revenu
- ✓ Citoyen mieux informé sur sa santé et les coûts réels de sa prise en charge
- ✓ Décisions plus proches des citoyens, sans bureaucratie inutile
- ✓ Sécurité Sociale assainie et pérenne pour les générations futures



Arguments contre

- ✗ Réforme d'ensemble exigeant une vision systémique complexe
- ✗ Inertie du système liée aux lobbies et aux corporatismes
- ✗ Réorganisation structurelle nécessitant un important effort de pédagogie
- ✗ Effets potentiellement variables selon les territoires
- ✗ Limite d'un référendum pour trancher un sujet aussi large
- ✗ Faible culture de prévention en France
- ✗ Coordination de gouvernance nationale et locale exigeant des changements culturels importants au sein du système
- ✗ Transition entre l'ancien et le nouveau représente une période d'incertitude

R4 | Zones à Faibles Émissions (ZFE)

Porteur : Laurent Jaoul, secrétaire général des #Gueux

Question : Approuvez-vous qu'une nouvelle loi soit adoptée avant février 2027 pour supprimer définitivement les ZFE, en réponse à la décision du Conseil constitutionnel du 21 mai de les maintenir ?



Arguments pour

- ✓ Les ZFE pénalisent les ménages modestes en les excluant des centres-villes et en les obligeant à changer de véhicule.
- ✓ Coût d'achat d'un véhicule conforme ou d'une vignette Crit'Air élevé pour de nombreux foyers.
- ✓ Efficacité environnementale discutable : les ZFE ne réduisent pas significativement la pollution globale.
- ✓ Atteinte à la liberté de circuler et à l'égalité devant la loi selon le type de véhicule possédé.
- ✓ Impact économique négatif sur les commerces et artisans des centres-villes.
- ✓ Injustice territoriale : les critères d'accès varient sans tenir compte des réalités locales.
- ✓ Création de tensions sociales et sentiment de mesure punitive envers les classes populaires.
- ✓ Simplification administrative et suppression d'une usine à gaz coûteuse pour les collectivités.

Arguments contre

- ✗ Les ZFE visent à améliorer la qualité de l'air et à protéger la santé publique.
- ✗ Elles sont conformes aux engagements climatiques et aux recommandations sanitaires.
- ✗ Maintenir les ZFE encourage le renouvellement du parc automobile vers des véhicules moins polluants.
- ✗ Elles permettent de réduire la pollution dans les zones les plus denses et les plus exposées.
- ✗ Des dispositifs d'aide existent déjà pour accompagner les ménages dans la transition.
- ✗ Supprimer les ZFE pourrait entraîner des sanctions européennes ou des contentieux coûteux.
- ✗ Le bénéfice environnemental et sanitaire des ZFE dépasse les contraintes individuelles temporaires.
- ✗ D'autres solutions existent pour accompagner les ménages sans supprimer les ZFE (aides, transports en commun, etc.).

LES PORTEURS : 4 EXPERTS, 4 DIAGNOSTICS

.....

Chaque référendum est porté par un expert reconnu dans son domaine, qui engage sa réputation sur la rigueur du diagnostic et la faisabilité des propositions. Ces quatre profils ne partagent ni le même bord politique, ni la même discipline, ni le même public. Ils partagent un constat : les décisions qui affectent le plus directement la vie des Français sont prises sans eux, souvent malgré eux.



Benoît Perrin

Porteur R1 - Prix des carburants et transition énergétique

Directeur de Contribuables Associés depuis décembre 2022, Benoît Perrin dirige la première association de contribuables de France avec **350 000 membres**. Apolitique, non partisane et non subventionnée, elle milite pour une gestion saine des deniers publics et lutte contre les gaspillages.

Titulaire d'un master en droit public (Bordeaux IV), d'un master en presse (Panthéon-Assas/IFP) et d'un master en Management des Hommes et des organisations (ESCP), il a exercé comme consultant en organisation de 2006 à 2016 (Sia Partners, Accenture, Ayming) auprès de collectivités locales, ministères et hôpitaux.

Fin 2016, il a rejoint l'Institut de Formation Politique comme directeur opérationnel, accompagnant plus de 2 500 jeunes engagés pour les libertés dans les associations, la politique et les médias.



André Merlin

Porteur R2 - Prix de l'électricité et énergies renouvelables

André Merlin est un ingénieur et industriel français, ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1962) et diplômé de l'École supérieure d'électricité. Il entre en 1968 à EDF, où il consacre plus de trente ans à l'expertise des réseaux de transport d'électricité. Il est nommé en 2000 **premier directeur de RTE**, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, dont il assure la création et le développement en tant qu'entité autonome. Il est nommé en 2005 **président du directoire de RTE**. Il préside le CIGRÉ (Conseil international des grands réseaux électriques) de 2008 à 2012, est conseiller spécial du commissaire européen à l'énergie en 2008-2009, puis préside les conseils de surveillance de RTE et d'ERDF de 2010 à 2013. Officier de la Légion d'honneur, il est lauréat du Global Energy Award du manager international (2005).



Frédéric Bizard

Porteur R3 - Réforme du système de santé

Économiste spécialiste de la protection sociale et de la santé, Frédéric Bizard est **professeur d'économie à l'ESCP** et enseigne également à l'Université Paris Dauphine. Il est **Président fondateur de l'Institut Santé** (www.institut-sante.org), centre de recherche appliquée dédié à la refondation du modèle social français.

Reconnu comme l'un des experts de référence du secteur de la santé, tant en France qu'à l'international, il a reçu le Grand Prix BFM du meilleur livre d'économie de l'année 2020.

Ouvrages de référence : Les itinérants de la santé (dir., Michalon, 2024) • L'autonomie solidaire en santé (Michalon, 2021) • Et alors la réforme globale de la santé, c'est pour quand ? (Fauves, 2019) • Protection sociale : Pour un nouveau modèle (Dunod, 2017).



Laurent Jaoul

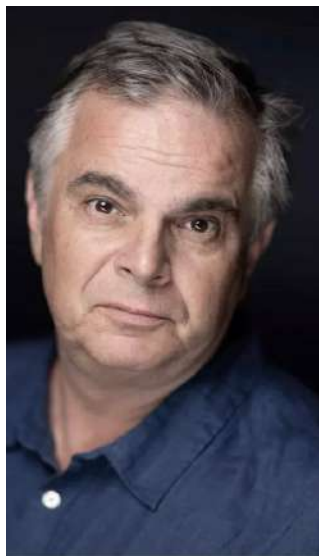
Porteur R4 — Risque de rétablissement des ZFE

Laurent Jaoul, 57 ans, est **maire de Saint-Brès** depuis 2010, commune de l'Hérault au sein de la Métropole de Montpellier. Il s'est imposé sur la scène nationale comme une voix incontournable de la défense des automobilistes qui ne pouvaient plus circuler dans les Zones à Faibles Émissions.

Premier maire de France à avoir lancé l'alerte contre les ZFE, il a contribué à faire tomber ce dispositif à l'échelle métropolitaine à Montpellier, puis a poursuivi le combat au niveau national. Cofondateur du mouvement citoyen Les #Gueux aux côtés de l'écrivain Alexandre Jardin, il en est aujourd'hui le secrétaire général.

LES INITIATEURS

C'est la conviction profonde qu'Alexandre Jardin partage avec son fils Robinson Jardin et avec Alexis Roussel : les citoyens ordinaires, lorsqu'on les prend au sérieux, deviennent irrésistiblement sérieux. Leur réponse à la crise historique de la représentation est démocratique et technologique : rendre enfin la parole au peuple de manière fiable et infalsifiable, cause après cause, sans filtre partisan.



Alexandre Jardin

Co-initiateur - Écrivain, fondateur du mouvement des #Gueux

Romancier, essayiste et homme d'action, Alexandre Jardin est l'une des voix les plus singulières de la vie publique française. Né en 1965, il connaît un succès foudroyant dès 1990 avec *Le Zèbre*, Prix Femina. En 2012, il fonde le mouvement Bleu Blanc Zèbre, réseau citoyen visant à recenser et amplifier les initiatives qui « réparent » la France par le bas. Face à ce qu'il perçoit comme une crise historique de la représentation, une déconnexion odieuse entre le peuple et ses élites, il refuse le découragement comme la colère stérile. Sa réponse est démocratique et technologique : rendre enfin la parole au peuple de manière fiable et infalsifiable.



Robinson Jardin

Co-initiateur - Président de l'association *Libérez-vous Citoyens* - Dirigeant, expert en cybersécurité et libertés numériques

Robinson Jardin est un dirigeant et défenseur de la cybersécurité et de la protection de la vie privée en ligne. Diplômé d'Oxford, il débute sa carrière dans la publicité avant de rejoindre l'industrie de la cybersécurité.

Il contribue notamment au développement de NordVPN, participant à son ascension parmi les leaders mondiaux de la protection de la vie privée en ligne. Il rejoint ensuite Nym Technologies en tant que directeur marketing, où il défend une nouvelle génération de technologies décentralisées conçues pour mieux protéger la vie privée et l'anonymat des utilisateurs.



Alexis Roussel

Co-initiateur – Entrepreneur

Alexis Roussel est directeur des Opérations de NYM Technologies SA, une entreprise spécialisée dans les infrastructures de protection de la vie privée. Il est également cofondateur de Bity, plateforme suisse de services liés aux cryptomonnaies, basée dans le canton de Neuchâtel. Juriste de formation, il a travaillé pour les Nations Unies ainsi qu'au sein d'une grande entreprise internationale, avant de se consacrer aux enjeux de protection des données, de technologies décentralisées et de libertés numériques.

L'ASSOCIATION **LIBÉREZ-VOUS CITOYENS** : UN TIERS DE CONFIANCE INDÉPENDANT ET RIGoureux

L'association **Libérez-vous Citoyens**, présidée par Robinson Jardin, a été créée avec pour objectif de garantir que l'organisation des consultations populaires reste neutre et indépendante de toute récupération politique, quelle que soit la position défendue sur chaque question soumise au vote. Elle joue le rôle d'un **tiers de confiance** : elle établit les règles, veille à leur application et réunit les fonds nécessaires pour offrir une consultation gratuite au peuple souverain.

Elle se conforme aux principes de **transparence financière** et s'engage à publier la liste de ses donateurs. L'association ne prend aucune position sur les référendums qu'elle organise et dont elle garantit la neutralité. Son action s'inscrit dans le respect des principes de la République, du statut des personnes et de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Sa [charte éthique](#) fixe les règles de son fonctionnement.

Financement transparent

Les quatre premiers référendums - et les quatre suivants - sont financés par des donateurs rassemblés par l'association. À terme, chaque vote sera accompagné d'une cagnotte citoyenne publique. Le coût technique d'un vote est estimé à environ 100 000 euros, selon le nombre de participants et les conditions du réseau blockchain utilisé.

Seuils de légitimité

- 100 000 votes | **Signal politique fort**
- 500 000 votes | **Consultation nationale - rapport de force avec le système politique**
- 1 000 000 votes | **Exigence démocratique incontournable**

ILS Y CROIENT

“ Prenez un peuple au sérieux sur des sujets très concrets, utiles, il devient irrésistiblement sérieux. Face à une crise de la déconnexion hallucinante, odieuse, le moment est venu de réparer notre démocratie par davantage de démocratie directe : redonner la parole au peuple, sans filtre, cause après cause. Avec Référendum Citoyen, les incécoutés vont devenir visibles, se compter pour compter, peser : la démocratie dans la poche, ça change tout.

— **Alexandre Jardin**

”

“ Pour la première fois dans l'histoire de la France, les citoyens disposent d'un outil qui leur permet de coordonner eux-mêmes leur vision politique, de faire émerger des consensus et de définir une trajectoire collective née directement de leur volonté. Sans intermédiaire. Sans tutelle. Il y eut la Gaule derrière Vercingétorix. Il y eut la France derrière le général de Gaulle. Il peut désormais y avoir la France derrière les Français.

— **Robinson Jardin**

”

“ Le Référendum est un outil démocratique qui permet au peuple de se retrouver autour d'un débat. Il peut prendre directement des décisions. Dans une politique polluée par le culte de la personnalité imposé par le scrutin majoritaire à deux tours, il est temps d'utiliser les outils qui vont nous permettre de faire ressortir la volonté populaire. Seul le temps de la discussion autour d'un référendum nous permettra de prendre des décisions que nous assumerons collectivement.

— **Alexis Roussel**

”

“ Trop de décisions qui pèsent sur le quotidien - prix de l'énergie, poids des prélèvements, usage de la dépense publique, normes qui s'accumulent, niveau des impôts - sont arbitrées sans que ceux qui les subissent aient jamais voix au chapitre. Je rejoins ce combat parce que rendre au peuple le pouvoir de trancher directement ces choix n'est pas un contournement de la démocratie : c'en est l'exercice.

— **Benoît Perrin**

”

“ Je considère que la France va dans le mur en matière de politique énergétique et qu'il faut absolument réorienter cette politique à l'occasion de l'élection présidentielle en impliquant la population directement. À mon âge, je ne supporte pas de laisser un héritage déficient.

— **André Merlin**

”

“ Soumettre à référendum les réformes structurelles du modèle social français -système de santé, retraites, dépendance - est l'aboutissement naturel des travaux que je mène depuis quinze ans, de la création de l'Institut Santé en 2018 et d'un engagement citoyen constant pour créer les conditions politiques d'une véritable refondation.
— Frédéric Bizard ”

“ Être un grain de sable qui enrave la machine, c'est le rôle d'un maire de terrain. Les #Gueux, c'est la preuve qu'un élu local, avec des citoyens mobilisés, peut faire plier des décisions nationales totalement injustes. Nous n'avons pas fini.
— Laurent Jaoul ”

CHARTE DE GOUVERNANCE

La transparence est la condition de la confiance. Référendum Citoyen rend publiques les règles qui gouvernent son fonctionnement :

Règle de gouvernance	Détail
Qui propose les questions ?	L'association <i>Libérez-vous citoyens</i> sélectionne les premières questions. À partir de septembre 2026, des mécanismes d'initiative citoyenne seront ouverts.
Calendrier d'initiative citoyenne	Le 14 juillet 2026, l'association publiera les seuils de signatures requis pour qu'une pétition populaire accède au statut de Référendum Citoyen.
Vote blanc	Compté séparément, visible publiquement, interprétable politiquement. Fait démocratique à part entière.
Neutralité de la plateforme	L'association ne prend aucune position sur les référendums qu'elle organise.
Publication des résultats	Chaque vote met à jour le résultat en direct, public et auditable par tous indépendamment de l'application.

RESSOURCES

Télécharger l'application

Apple Store • Google Play

Registre public des votes : [FreedomTool.org](https://freedomtool.org)

Code open source : [Open source GitHub](#)

NOUS SUIVRE

Site internet referendumcitoyen.fr

X [@RefCitoyen](#)

Instagram [@referendumcitoyen](#)

Facebook [Référendum Citoyen](#)

TikTok [@referendumcitoyen](#)

CONTACT PRESSE

Sabine Rozier-Deroche, Taola consultants
srd@taolaconsultants.com T : +33 (0)6 42 66 45 24

